

Le T^él^égramme du Togo

Prix : 250 Fcfa

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités ★ Vendredi 13 Octobre 2023 N°157

Connexion Internet au Togo / Décision N° 132 de l'ARCEP



Des « ambiguïtés » qui indisposent les Opérateurs

Wifi Zone sous contrôle, Panne CEET..., et bientôt des autorisations pour forages ?

Un élu du peuple craint pour l'oxygène

● « Il faut commencer par stocker oxygène dans pays-là. Un matin va mettre compteur sur ça aussi »

Réhabilitation de la route Lomé-Kpalimé
Monument de l'indépendance de Kévé, une victime collatérale des travaux !

● Populations et têtes couronnées réclament leur monument



Education

L'A.D.E.D a « semé » la joie dans le cœur des élèves démunis d'Abobo

ETS
La Gagnante

Du Bio "Made In Togo" pour rester Zen



Sur la route de Gbossimé près du Garage Alladotoh / Contact : 93 95 81 98

GEOPOLITIQUE

« L'ACCORD CERÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME (suite)

Les « 5 fantastiques » ou les armes de destruction massive du néolibéralisme. En énumérant les parties prenantes dans « l'Accord céréalier », j'ai décrit en détail le camp « atlantiste » américano-centrique, ce qui peut laisser croire qu'il ne s'agit exclusivement que des décideurs politiques occidentaux et de leurs exécutants. Pourtant, c'est loin d'être le cas. Les élites politiques sont bien les signataires des décisions prises, mais ne sont nullement leurs seuls instigateurs et, encore moins, leurs principaux bénéficiaires.

Qui sont, alors, les réels instigateurs et les principaux bénéficiaires de « l'Initiative pour le transport sécuritaire des céréales et des aliments à partir des ports ukrainiens » ?

Jusqu'à la suspension par la Russie de sa participation, l'existence même de cette initiative sous couverture humanitaire n'a servi, quasi intégralement, qu'aux intérêts de ceux qui fournissent un effort considérable pour rester le plus discret possible : des géants américains et européens négociants de l'agro-industrie, et des financiers qui les épaulent. Les élites politiques du camp américano-centrique ne sont que les outils et les exécutants, dont le rôle était de créer via les mass-médias contrôlés par les dotations étatiques (exemple : l'Agence France Presse est financée par l'État à hauteur de plus de 100 millions d'euros par an, soit un tiers de son chiffre d'affaires) le prétendu rôle de l'Ukraine en tant que « sauveuse de l'humanité d'une grande famine » - ce qui a permis la mise en place dudit arrangement.

Depuis des décennies, les géants de l'agro-industrie font du lobbying via leurs agents de pression politique auprès des institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International pour y faire dominer la politique néolibérale d'ouverture des marchés et mettre les pays pauvres et ceux en voie de développement dans l'obligation de s'ouvrir de plus en plus aux marchés internationaux. Au niveau national, le protectionnisme étatique est combattu, les aides aux exploitations agricoles locales s'anéantissent et la dépendance vis-à-vis des monopoles multinationaux de l'agroalimentaire s'accroît.

La production mondiale de céréales depuis les 20 dernières années est, hormis quelques années, en croissance constante et, comme mentionné auparavant, devrait atteindre 2819 millions de tonnes en 2023, ce qui est un niveau record, après le record qui a déjà eu lieu l'année précédente.

Malgré cette production au niveau sans précédent, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont vu une croissance de 33,6% et ont atteint leur niveau le plus haut depuis 1990, au moins, - l'année de la création par l'ONU du registre de contrôle des prix alimentaires.

La crise du marché alimentaire ne date nullement du début de l'opération militaire russe en février 2022. Bien auparavant, en 2015, selon l'ONU et le Programme Alimentaire Mondiale (WFP), déjà près de 670 millions de personnes dans le monde souffraient de faim chronique. En 2021, à cause des perturbations supplémentaires sur le marché alimentaire mon-

dial dues à la pandémie du Covid, ce chiffre est passé à 828 millions de personnes.

Depuis le pic spéculatif des prix en mars 2022, le coût des céréales sur les marchés mondiaux est en baisse significative, ce qui est grandement dû à la réussite de la Russie qui continue à alimenter le marché mondial par des céréales, malgré les importants efforts des élites politiques « otaniennes » pour l'en empêcher.

Néanmoins, il faut souligner que si même au début de 2023 les prix des céréales et oléagineux sont revenus à leur niveau de la fin 2021, en cette période avant le déclenchement de la guerre en Ukraine les prix mondiaux des denrées alimentaires de base étaient déjà très élevés et ont vu leur augmentation à hauteur de 28% en moyenne, dont 31,3% pour le blé et 44,1% pour le maïs par rapport à l'année précédente.

Donc, la propagande occidentale accusant la Russie et son opération militaire d'être la cause de la crise alimentaire que le monde connaît est purement fantaisiste : le problème du marché des céréales est structurel, non pas conjoncturel, et dépasse grandement la période des hostilités sur le territoire de l'Ukraine.

Selon l'ONU-même et selon le Conseil International des Céréales (CIC) américain, en période du 07.2021 au 06.2022, la production mondiale de céréales a augmenté de 5 millions de tonnes, tandis que les volumes commercialisés ont augmenté de 3 millions de tonnes par rapport à la période précédente. Quatre mois après le début de la guerre en Ukraine, la disponibilité globale de blé - la production plus les stocks disponibles dans le monde - a été excédentaire de près de 275 millions de tonnes par rapport à la demande globale. Nous ne disposons pas encore des chiffres précis, mais les estimations démontrent qu'en période du 07.2022 au 06.2023, la disponibilité mondiale a également été excédentaire par rapport à la demande.

Vu cette réalité, la question se pose : quelle est, alors, la cause de la flambée des prix, notamment du blé, qui va, tout simplement, à l'encontre de la logique régissant les marchés et qui met des millions de personnes dans le monde au bord de la famine ?

La réponse se situe au niveau seulement de cinq entreprises, les plus grands négociants céréaliers, qui contrôlent pour eux cinq dans les 90% du marché mondial non seulement du blé, mais de l'intégralité des céréales commercialisées dans le monde : Cargill, ADM, Bunge, Louis Dreyfus et Glencore.

Quelle est l'origine de ces sociétés et quel est leur chiffre d'affaires dans ces temps si difficiles que vit l'humanité ?

La multinationale Cargill est une société américaine, la plus grande entreprise privée des États-Unis, dont le chiffre d'affaires pour l'exercice 2021/22 est de 165 milliards de dollars américains - le record absolu depuis les 157 ans de son existence - avec une croissance de 23% du CA par rapport à l'année précédente et dont le bénéfice net atteint 6,68 milliards USD (+35%). Pour l'exercice 2022/23, le CA a augmenté de 7% de plus et atteint un nouveau record : 177 milliards



USD.

La multinationale Archer-Daniels-Midland (ADM) est également américaine et a réalisé le CA de 101,85 milliards de dollars pour la même période, avec une croissance de 19,47% du CA. En même temps, elle enregistre une croissance record de 60% de bénéfice net qui atteint 4,34 milliards USD.

La multinationale Bunge est, une fois de plus, américaine, dont le CA atteint 67,25 milliards USD pour l'année 2022 (avant sa fusion avec le géant canadien Viterra). Le groupe Louis Dreyfus est franco-suisse avec le CA de 2022 à hauteur de 59,9 milliards de dollars, soit une croissance de 21%. Et ceci malgré les volumes de ventes à -1,3% par rapport à l'année précédente. Le bénéfice net est de 1,006 milliard USD contre 697 millions USD en 2021 grandement grâce à la guerre en Ukraine : on vend moins et on gagne plus.

Et le groupe Glencore, un anglo-suisse, dont le CA de l'année de guerre 2022 est de 256 milliards de dollars pour toutes ses activités confondues, soit une croissance de 26% par rapport à l'année précédente. Avec ceci, ce groupe contrôlant, entre autres, dans les 10% du marché mondial des céréales, a fait 17,3 milliards USD de bénéfice net, soit une modeste croissance de 248%.

Le marché céréalier est très volatil, car il dépend d'un grand nombre de variables dont les principales sont l'offre et la demande ; la météo, dont les récoltes en dépendent ; la situation géopolitique des principaux pays-producteurs ; le fret transport et le prix de l'énergie. Chacun des facteurs-clés énumérés, hormis la météo, sont parfaitement manipulables et les cinq géants, dont les bénéfices faramineux des dernières années n'ont aucune corrélation avec la dynamique réelle de l'offre et de la demande, sont passés maîtres absolus en la matière. Leurs bénéfices historiques sont dus, en grande partie, à l'augmentation spectaculaire de leurs marges.

Ces cinq négociants disposent d'un monopole absolu sur le marché céréalier mondial. Monopole qui s'appuie sur plusieurs éléments clés, dont les principaux sont, d'une part, leurs capacités sans égal au niveau du stockage (ils détiennent la majeure partie des stocks mondiaux de céréales) et de transport (les 5 groupes contrôlent le transport des 9/10 des céréales produites dans le monde) ; d'autre part, sur le lobbying auprès des centres de décisions politiques du camp occidental.

Les paroles de Fernand Braudel pour qui le capitalisme est la limitation de la transparence et l'établissement des monopoles qui ne peuvent être atteints qu'avec la complicité directe de l'Etat, trouvent leur reflet direct dans les activités de ces géants.

En tandem avec les « 5 fantastiques » céréaliers, les marchés à terme des céréales ont été particulièrement actifs dans les premiers mois de la guerre. Dix des plus grands fonds spéculatifs mondiaux ont fait près de 2 milliards USD de bénéfices nets en capitalisant sur la montée des prix des céréales en cette période. Sous la pression des lobbies, ni les régulateurs américains, ni les régulateurs européens n'ont fait aucune opposition à ces manipulations financières qui, à elles seules, ont grandement participé à la spéculation et la montée des prix de l'alimentaire.

La sécurité alimentaire est composée de plusieurs facteurs stratégiques, dont la stabilité de l'accès à la nourriture, la stabilité de la disponibilité suffisante et la stabilité de la qualité des nutriments. Et c'est bien la souveraineté alimentaire, définie durant le Sommet mondial de l'alimentation de 1996 en tant que « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires » qui est le garant d'une véritable sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire mondiale, combattue depuis des décennies avec un succès indéniable par les principaux bénéficiaires et instigateurs du modèle économique néolibéral.

Les géants occidentaux de l'agro-industrie et l'Ukraine

En ce qui concerne l'Ukraine, une partie considérable des volumes exportés de céréales proviennent des terres agricoles appartenant non pas aux ukrainiens, mais... bien à des géants occidentaux de l'agro-industrie. En mars 2020, sous l'influence des lobbies occidentaux auprès du FMI, l'Ukraine a adopté la loi autorisant à racheter les terres agricoles par des entreprises étrangères, ce qui était interdit auparavant. Ceci était la condition du FMI - l'organisation contrôlée par les « atlantistes » - pour que l'Ukraine accède à la nouvelle ligne de crédit du Fond.

Depuis ce méfait désastreux accompli par les élites politiques actuelles ukrainiennes contre les intérêts nationaux de l'Ukraine, seulement en 3 ans suivant son adoption, près de 40% des terres culti-

vables du pays sont devenues la propriété d'acteurs économiques étrangers. La prise de contrôle de l'agriculture ukrainienne, principalement par des puissances occidentales, était d'autant plus facile, que si les prix à l'achat d'un hectare de terre arable en Union Européenne varie en moyenne de 4 à 70.000 USD, le même hectare en Ukraine leur revenait seulement à 1-2.500 dollars, en sachant que la qualité générale de la terre cultivable ukrainienne est sensiblement meilleure que celle européenne.

Aujourd'hui, plus de 52% des terres cultivables ukrainiennes, soit 17 millions d'hectares, appartiennent seulement à 3 entreprises : les américains Cargill et DuPont et l'allemand Bayer (dont les terres en Ukraine ont été acquises par l'américain Monsanto, racheté par l'allemand). Et ils ne sont pas les seuls nouveaux propriétaires étrangers heureux des sols ukrainiens : toute une série d'autres géants de second rang sont également présents dans le pays. La classe politique actuellement installée à Kiev a fait le nécessaire pour qu'à moyen/long terme la quasi-intégralité des terres arables du pays n'appartiennent plus aux ukrainiens.

Durant les premiers mois de la guerre en Ukraine, les élites politiques de l'Occident collectif ont fait le nécessaire pour créer des couloirs « humanitaires », dont celui sous « l'accord céréalier de la mer Noire », pour faire sortir les « marchandises » bloquées et appartenant à leurs grands compatriotes qui, par la suite, ont disposé de leurs biens de la manière détaillée précédemment. Il n'est donc nullement étonnant de constater que les exportations des denrées alimentaires exécutées par le pouvoir ukrainien se réalisent sur un fond qui peut laisser perplexe qu'un spectateur ignorant : la probabilité très élevée que l'Ukraine elle-même connaîtra une pénurie alimentaire déjà d'ici la fin de l'année en cours.

L'EU et la prohibition des céréales ukrainiennes

Si l'ouverture totale du marché européen a été tout-à-fait bénéfique à de grands groupes-négociants en céréales et à de hauts fonctionnaires européens qui les représentent d'une manière évidente, cela n'a pas été le cas des agriculteurs des pays-producteurs de céréales frontaliers de l'Ukraine.

L'intégralité de ces pays, membres de l'UE, avec la Pologne en tête, ont, tout simplement, fait interdire l'entrée des céréales ukrainiennes sur leurs territoires respectifs. L'embargo a été en vigueur du 2 mai au 30 juin 2023 et, malgré l'opposition et les menaces des sanctions de la part de la direction de l'UE, la Pologne le fait reconduire depuis le 15 septembre dernier.

De leur côté, les élites politiques occidentales ont profité des mensonges via l'appareil de propagande des mainstream-médias, qui ne peuvent être qualifiés que de grossiers, en stipulant que les céréales en question ne font que transiter via le territoire polonais à destination des pays les plus démunis ; que ce type d'initiatives radicales de la part de la Pologne sont infondées et que la chute des prix des céréales, notamment en Pologne,

Suite à la page 7

Suivez l'information en continu sur www.telegramme228.tg

Le Télégramme
du Togo

Le Télégramme du Togo
Récépissé N°0486/04/02/14/HAAC

Directeur de Publication :
Amétépé A. KOISSIDJIN

Comité de rédaction
Gabin KOISSIDJIN
Koffi TELLI
Adodo Kpodé GNOHOE

Siège : Nukafu, Rue
Mandila
Contacts : 91 54 61 98
E-mail :
telegramme228@yahoo.fr

Imprimerie : GGP (Gutenberg
Graphic Plus), 93262686
Adresse : Wuiti, Derrière le CEG,
Rue Aképé, maison N°35
Nombre de tirage : 1500 exemplaires

Connexion Internet au Togo / Décision N°132 de l'ARCEP

Les Opérateurs de Wifi Zone consternés par les « ambiguïtés »

Réunis au sein de l'Association Nationale des Opérateurs de Wifi Zone du Togo, qui a vu le jour depuis Juin dernier, les opérateurs de Wifi Zone ont exprimé cette consternation le mardi 10 Octobre dernier au cours d'une rencontre avec les hommes de médias à Lomé.

De la réglementation et de l'encadrement

S'ils sont d'avis qu'il est bien normal de réglementer ou d'encadrer le secteur des Wifi Zone au Togo, étant donné que c'est reconnu comme étant une activité licite par l'autorité, ils se disent consternés. « Nous Opérateurs de Wifi Zone au Togo réunis au sein de l'Association nationale des Opérateurs de Wifi zone demeurons consternés par la décision N°132 de l'ARCEP portant sur la réglementation et l'encadrement de l'activité de wifi zone au Togo, car comme son nom l'indique, les textes de la décision visent à encadrer et réglementer l'activité du Wifi-Zone au Togo et non nous asphyxier. Les textes de ladite décision soulèvent beaucoup de polémiques et sont pour nous, dans sa majorité, ambigus. La jeunesse togolaise toute entière du Nord au Sud, premier concerné est totalement révoltée par cette décision », pouvait-on lire dans la déclaration liminaire rendue par le président de cette association, Michael C. K. Agbognigan. Et il pose son regard sur le nombre des acteurs du secteur. « L'activité de WIFI ZONE au TOGO

pourrait regrouper pour une estimation légère, plus de 2000 acteurs sur toute l'étendue du territoire national et est génératrice de revenus pour un grand nombre de jeunes techniciens en réseaux informatiques et télécoms et la mise en application de cette décision ne sera pas sans conséquences et répercussions sur l'économie et la société togolaise », poursuivait-il.

S'il a ajouté, « nous sommes néanmoins d'avis avec l'ARCEP qui pense que ce secteur mérite d'être réglementer et encadrer vue le nombre sans cesse croissant d'opérateurs de wifi zone », il s'interroge : « mais comment peut-on encadrer un secteur sans échanges préalables avec les acteurs? ». Il ne comprend pas l'intervention de l'ARCEP. « Aussi sommes-nous ébahis par la position de l'ARCEP dans cette affaire qui se dit pour nous et au même moment prend des décisions qui, dans leur application, entraînera l'extinction de notre activité », dit-il.

Dans la foulée d'une telle intervention, M. Agbognigan et ses pairs, disent, après « des échanges non fructueux avec l'ARCEP », interpellent « les émetteurs de ces textes notamment



l'Assemblée nationale à revoir dans les brefs délais les textes de la Loi sur les communications électroniques une loi datée de 2012 au moment où encore la technologie WIFI était méconnue du public et pas assez évolué » et « l'exécutif togolais notamment Monsieur le président de la République Son Excellence Faure Essosimna GNASSINGBE qui inlassablement ne cesse d'œuvrer pour un épanouissement de la Jeunesse togolaise, à se pencher sur la question ».

Tracent-ils encore comme autres pistes, que « les acteurs du secteur notamment les importateurs de matériels wifi, les techniciens, les opérateurs et investisseurs » s'asseyent pour « un échange en vue d'élaborer une contre-proposition pour une sortie de crise ».

Ce qui importe...

« Selon les informations présentées par l'ARCEP à la conférence publique qui a été organisée au CETEF (Foire Togo 2000) il ressort qu'un grand nombre de Togolais ne peut s'offrir une connexion internet de quinze (15.000) Francs CFA par mois que propose bon nombre d'opérateurs, quand bien même ces offres sont les plus bas dans la sous-région. C'est pourquoi il n'est pas étonnant de voir qu'un grand nombre de Togolais soient intéressés par les services d'accès à internet par WIFI », telle est l'analyse de situation de l'Association Nationale des Opérateurs de Wifi Zone. Elle tire également trois grandes observations à savoir, « les acteurs de wifi zone au Togo ont pu établir un équilibre entre l'offre et la demande

en ce qui concerne l'accès à Internet domestique », « les acteurs sont donc un meilleur intermédiaire entre les Fournisseurs d'accès à internet et les utilisateurs finaux » et « les opérateurs wifi zones ont su élargir en un temps réduit l'accès dans les zones reculées, non desservies par les fournisseurs d'accès à Internet et ainsi favorisés l'inclusion numérique d'un grand nombre ».

Ces membres de l'Association dirigée par Michael Agbognigan, invitent, dès lors, à une réflexion des acteurs impliqués notamment par les sociétés fournisseurs d'accès à Internet autour de la question fondamentale, « serions-nous en train de prendre la bonne décision en endiguant l'activité de wifi zone au Togo? ».

Reste dès lors que des démarches soient entreprises près du législateur pour le convaincre à revoir les textes et les FAI à mettre si possible de l'eau dans leur vain, pour le bonheur dans un premier temps des populations qui risquent de subir toute fluctuation de prix, et dans une moindre mesure, les opérateurs de Wifi Zone qui seront condamnés, si les choses restent en l'état, d'augmenter les coûts des heures de connexion qu'ils offrent jusque-là à leurs clients.

T228

Wifi Zone sous contrôle, Panne CEET..., et bientôt des autorisations pour forages ?

Un élu du peuple craint pour l'oxygène

● « Il faut commencer par stocker oxygène dans pays-là. Un matin on va mettre compteur sur ça aussi »

Les Togolais ne sont pas au bout de leur peine quand à ce qui concernent les décisions que continuent de prendre les gouvernants et qui engagent leur vie quotidienne. Alors que l'on n'a pas fini avec le Wifi Zone qui selon les dernières évolutions doit être réglementé et encadré, et une récente panne de la CEET qui a affecté la fourniture de courant électrique aux abonnés, voilà que s'annonce une autre décision qui pourrait accentuer la situation pour les Togolais. C'est bien celle d'une autorisation pour les installations de forages. Cette évidence est bien envisagée à la suite d'une déclaration faite en semaine par le ministre en charge de l'Eau.

Cet élu du peuple qui émet des inquiétudes n'est autres que Gerry Taama président du NET, et ancien

candidat à la présidentielle. Voici ce qu'il en dit...

Gerry TAAMA

Autorisation de forage, mon général ce n'est pas dans tous les rassemblements il faut crier garde-à-vous. Chaque jour qui passe, il y a toujours une nouvelle pour fâcher les gens.

Pour l'accès à l'eau potable, le Togo a fait de gros efforts ces dix dernières années, surtout en milieu rural, passant de 21% en 2005 à plus de 60% de nos jours, en accès à l'eau potable. En milieu urbain, ce taux stagne toujours autour de 50%. Et c'est là que tout le problème se pose. L'eau étant une denrée vitale, les citoyens qui n'en ont pas accès faute de déserte de la TDE n'ont pas d'autre choix que de réaliser des forages, parfois à des



Gerry TAAMA, président du NET

coûts exorbitants, pour se sustenter et parfois sauver des quartiers entiers.

Donc votre idée que vous amenez là n'est pas bonne. Si quelqu'un a l'eau de la régie dans son quartier, il va perdre son argent pour faire fo-

rage pourquoi ? Même dans certains quartiers où il y a branchement de la TDE, l'eau vient à compte-goutte.

Mon général, ce n'est pas dans tous les rassemblements qu'on met les gens au garde-à-vous. Si dans un quar-

tier l'eau de la TDE est bien desservie et disponible et quelqu'un vient faire forage, qu'il montre papier. la je suis d'accord. Mais s'il n'y a pas d'eau ou s'il y a délestage, il faut décorer ceux qui font forage. Ma parole est tombée.

Que pensez-vous de cette affaire-ci encore? S'en sortirons-nous ?

On n'avait pas fini avec wifi zone et CEET a gâté les sauces dans les frigos ce week-end, et à peine on a fini ça, on veut mettre compteur sur les forages. Il faut commencer par stocker oxygène dans pays-là. Un matin on va mettre compteur sur ça aussi.

Pardon mon général, il faut quitter dans l'affaire ci. Vivants.

Gerry TAAMA

Togo

A qui profitent les performances économiques du pays ?

Le gouvernement togolais et des structures financières et commerciales comme l'Office Togolais des Recettes (OTR) ou le Port Autonome de Lomé (PAL) ont dernièrement présenté des statistiques qui démontrent des performances satisfaisantes. Mais au regard de l'état de paupérisation de la population et de la vétusté de certaines infrastructures, il est nécessaire de se questionner sur le sort des richesses du pays.

Au Conseil des ministres du 27

Septembre dernier, une communication du ministre de l'Economie et des Finances a encore démontré que le Togo, en ce qui concerne le premier semestre, tient bon économiquement. « Au Togo, la conjoncture économique au terme des six premiers mois de 2023 est caractérisée principalement par une progression des activités portuaires et aéroportuaires, un accroissement des flux commerciaux et une consolidation des créances sur l'économie », peut-on lire

dans le communiqué sanctionnant le dit Conseil des ministres.

En septembre dernier, l'Office Togolais des Recettes (OTR) indiquait avoir déjà atteint 71% de ses objectifs de recettes fiscales, soit 648 milliards F CFA, précisant par la même occasion avoir surpassé son résultat de l'année précédente de 109%, avec une croissance de 12%.

Ces performances mériteraient d'être acclamées si leur impact était véritablement réel sur le quoti-

dien des Togolais. Paradoxalement, la situation économique et financières des ménages togolais va de mal en pire. Les plaintes sur les difficultés à scolariser les élèves, à se soigner convenablement, à se nourrir au moins une fois par jour sont légions.

Quel est l'intérêt d'une « bonne gestion » économique par l'Etat et d'un excellent recouvrement fiscal si la majorité du peuple togolais n'en profite pas ?

Les statisticiens ont l'habitude

de dire que les chiffres ne mentent pas. C'est dire que les recettes rapportées sont exactes. Il ne s'agit donc plus de se cacher derrière ces chiffres pour montrer que le gouvernement est performant. Mais plutôt de réorganiser la distribution des richesses au profit de tous les Togolais. Il faut alors couper les ailes à cette minorité qui accapare les richesses du pays.

Icilome

Education

L'A.D.E.D a « semé » la joie dans le cœur des élèves démunis d'Abobo

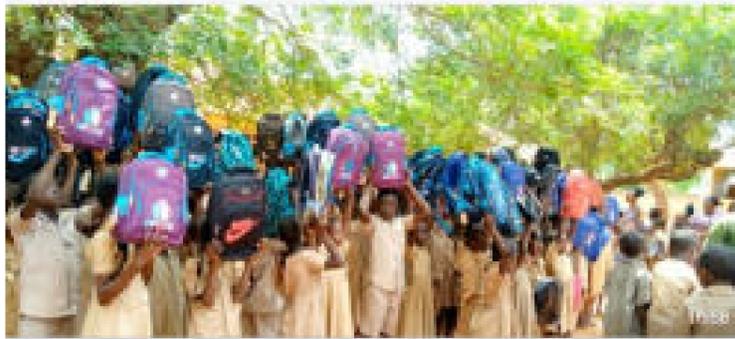
Déjà présente aux côtés des jeunes enfants du l'EPP Abobo Centre, l'année dernière, l'A.D.E.D (Amis Des Enfants Démunis) a remis ça ce Vendredi 06 Octobre 2023. Les bras armés de fournitures scolaires, cette association est allée à la rencontre des élèves (environs 150) de famille difficile dans cette localité de la préfecture de Zio.

Un seul objectif guide les actions de l'A.D.E.D, association dirigée par Norbert Komlanvi GUIDIGLO, dans cette localité de la préfecture de Zio, « participer au développement de la communauté à travers l'éducation ». « L'éducation, c'est le pilier fondamental du développement d'un pays. C'est sur ça que l'A.D.E.D s'est basée pour faire de l'éducation l'une de ses priorités, pour pouvoir participer au développement de sa communauté. On veut être plus proche des enfants qui n'ont rien pour leur apporte notre aide pour pouvoir évoluer. Notre domaine fondamental d'action, c'est l'éducation. C'est la base de tout. Si une population a l'éducation qu'il faut, on peut constater que le reste va suivre », a donc expliqué le vice-président de cette association, M. DINADOU.

Aussi, a-t-il soutenu, « ce choix porté sur Abobo est dicté par le fait que le président est du milieu et a voulu aider ses proches pour pouvoir développer

l'éducation dans son milieu. Depuis l'année dernière, il y avait un besoin qui s'est fait créer. On avait constaté qu'il y avait beaucoup d'enfants qui avaient besoin de sacs, raison pour laquelle on a encore mis le cap sur Abobo, pour pouvoir achever ce qu'on avait commencé. En comité on va réfléchir pour voir quelle localité a encore le plus besoin de notre aide ».

En tout cas, ce n'est pas un choix qui peut déplaire aux bénéficiaires. Enseignante à l'EPP Abobo Centre, Denise Kokoè KUEVI n'a donc pas pu cacher son enthousiasme. « Je suis fière et très contente de ce don fait aux enfants. Je ne peux que remercier les donateurs et prier que pour ces dons soient encore abondants. Ceci, vu que nombre d'enfants depuis la rentrée viennent à l'école pour certains sans rien comme fournitures. Ils viennent les mains vides », avait-elle confié au terme de la cérémonie. Même son de cloche d'ailleurs chez le président de l'Association des Parents



d'Elèves (APE) Abobo Centre, contents de vous recevoir. Nous Ousmane NEKE. « Nous sommes sommes en joie pour ces

fournitures offertes. Nous vous remercions. La situation des enfants qui ont bénéficié l'année dernière a évolué, on l'espère également pour ceux qui ont été les bénéficiaires cette année », a-t-il laissé entendre.

A la suite de ces interventions, les premiers bénéficiaires ne sont pas du reste et n'ont pas manqué de faire des promesses d'une bonne utilisation de ces fournitures scolaires pour un bon résultat au terme de l'année scolaire.

Adjovi ADANTO, élève au CM2, « je suis très content de ce don, parce qu'il comporte tout ce dont j'ai besoin au cours de l'année scolaire, des cahiers, bics, règles, sac d'écolier et autres », a réagi cette jeune élève. Alors qu'Antoine Kodjo ADOVI a promis, « à partir de ce qui nous est offert, on doit travailler au mieux pour réussir en fin d'année ».

Il est à noter que cette énième action est faite dans la dynamique de la 4ème année de vie de l'A.D.E.D, à qui doit encore emboîter le pas d'autres bonnes volontés pour faire encore plus le bonheur de tous les jeunes élèves de tout le canton d'Abobo.

T228

Réhabilitation de la route Lomé-Kpalimé

Monument de l'indépendance de Kévé, une victime collatérale des travaux !

● Populations et têtes couronnées réclament leur monument

Il trônait au bord de la voie Lomé-Kpalimé, passant à travers la ville de Kévé avant les travaux de réhabilitation, exécutés par l'entreprise EBOMAF, mais le constat à notre passage dans la localité il y a quelques jours, il n'est plus à l'endroit mais endommagé et déposé à des centaines de mètres plus loin dans les broussailles, dans une ruelle. C'est bien le monument de l'indépendance qui faisait office de symbole de l'indépendance pour les populations de cette localité mais aussi et surtout de l'alliance et de la bonne collaboration existante entre leurs pères et feu président et père de l'indépendance du Togo, Sylvanus Olympio.

Pour en savoir plus sur le ressentiment de la population de cette ville nous entreprimes d'échanger avec certaines personnes ressources de la localité. Et voici ce qui en ressort. Entre autres de ces personnes, il y a Togbui Nodjo IV, chef du village de Kévé Avévoïn. « Nous étions là quand on nous a dit qu'on va réhabiliter la route Lomé-Kpalimé qui passe dans notre localité. Dans la faisabilité de cette réhabilitation, on a constaté finalement que le monument de l'indépendance, existant depuis le temps d'Olympio, qui est un moment d'un grand souvenir pour toute l'Avé et surtout nous populations de Kévé, a été cassé et qu'il n'y a pas eu de réhabilitation de ce monument. Hors, ce monument n'est pas n'importe quel monument ou n'importe quelle pierre là-bas. On se rappelle que c'est lors d'une visite à Kévé dans la fièvre de la lutte pour l'indépendance du Togo que les populations, reconnaissant la bravoure de l'homme, ont pris sur elles de

le porter sur une diligence sur une longue distance. Ayant proclamé un discours solennel au cours de cette visite, c'est là il a décidé de l'érection de ce monument qui sera réalisé par la suite. C'est donc le symbole de l'alliance entre Olympio et les populations de Kévé », racontait cette tête couronnée, avant de s'alarmer sur les conséquences de ces travaux de réhabilitation. « Dans la réalisation des travaux, on constate que ce monument a été enlevé et n'a plus être remis à sa place après les travaux. Si quelque chose peut être fait pour que ce monument puisse être remis à sa place et apaiser les cœurs des populations, le réhabiliter et le rendre encore plus joli, ce sera une bonne chose. C'est un monument symbole de l'alliance avec Olympio. Des jeunes et les CVD ont entrepris des démarches pour que EBOMAF revienne remettre en place ce monument mais rien n'y fit. Au temps des indépendances, ce fut des populations de Kévé très engagées qui vont à



le pied de Kévé à Lomé pour manifester leur soutien à Olympio et la lutte qu'il menait. C'est donc en reconnaissance de ce soutien dont Olympio a bénéficié de la part de ces populations que cette pierre ou monument a été érigé. Autre symbole de cette alliance, il y a le premier poste de circonscription, donnée à Kévé après l'indépendance. Il n'y a pas que le monument qui a été affecté par les travaux mais il y a aussi la clôture du stade de Kévé », avait-il poursuivi.

Dans la même dynamique

d'une invite aux plus hautes autorités du pays afin qu'un monument de remplacement soit érigé, c'est le prêtre traditionnel, Yao Messan Assinou qui est revenu appuyer l'historique faite par Togbui Nodjo. « Le monument d'Ablodé, c'est un monument de l'indépendance, ce n'est pas n'importe quelle pierre avec laquelle tout le monde doit s'amuser. Il est la manifestation de l'alliance entre les populations de l'Avé et Sylvanus Olympio et le peuple togolais. Tout l'Avé serait très content d'un retour de ce mo-

nument à sa place, et plus embelli encore qu'avant ».

De retour à Lomé, notre démarche a consisté à rentrer en contact avec la société EBOMAF qui a exécuté les travaux de réhabilitation pour en savoir plus sur un possible réhabilitation ou non du monument. Dans les explications reçues, « l'élargissement de la route pour répondre aux caractéristiques géométriques exigées pour une traversée en agglomération a rendu nécessaire l'enlèvement du monument par les soins des Autorités de la ville » ; et, en lieu et place de ce monument, actuellement, « après les travaux, il existe présentement un îlot directionnel suivant le plan du carrefour prévu à cet endroit ».

Face à une telle évidence, et sans projection sur une remise en place du monument comme souhaité par les populations, notre interlocuteur a indiqué que « le remplacement ou la repose du monument incombe aux Autorités locales et le Maître d'ouvrage qui est le Ministère des Travaux Publics ». Reste dès lors à savoir si ces derniers projettent de tels travaux qui visiblement ne feraient pas partie de ceux confiés à EBOMAF. Toutefois, nous reviendrons sur ce dossier dès que nous disposons de nouveaux éléments.

T228

Journée Togo propre

Coups de balais et de machette de la Communauté DS Com Tiens au Grand carrefour Attikoumé

On peut respirer de l'air pur ce Samedi 07 Octobre 2023 au Grand carrefour Attikoumé en plein cœur de Lomé. Et pour cause, la communauté DS Com Tiens au Togo avec ses centaines de membres, a rendu cet endroit stratégique de la capitale togolaise propre et vivable pour ceux qui y pratiquent leurs activités génératrices de revenus. En effet, munis de balais, de râteliers et de coupe-coupes, ces jeunes gens, hommes femmes et personnes âgées ont balayé et coupé les herbes qui ne donnaient pas un visage agréable à cet endroit, également contiguë à la frontière avec le Ghana voisin.

Dans son mot au terme de cette opération qui a mobilisé un nombre important des membres de la communauté au Togo, Dimitri Abalo, un des formateurs à DS Com Tiens, a indiqué, « nous sommes dans le schéma, dans la vision du gouvernement qui a instauré une telle journée de salubrité publique ». dans la dynamique de conseils aux populations togolaises sur la question de salubrité publique, a poursuivi ce responsable de DS Com, « il faut un corps sain dans un environnement sain. Nous sommes des jeunes, et donc nous ne devons pas abandonner ce que nos parents nous ont laissé. Donc il faut un entretien ». Et, a-t-

il conclu, en lançant un appel à prendre en compte le fait que « notre santé dépend de notre environnement et pour une parfaite santé, il faut entretenir là où nous vivons ».

Cette opération de DS Com n'est pas faite pour déplaire les responsables de la Commune de Golfe 5. Entre autres personnes de cette Mairie d'Aflao Gakli qui ont rejoint les « travailleurs » de bonne volonté, il y avait le Chef division Voirie et Assainissement Golfe 5, Kokuvi Sodjinsi. Il a qualifié l'acte posé par DS Com Tiens Togo en venant les appuyer pour rendre ce lieu propre, de « citoyen, salutaire et à féliciter ». Une certitude



d'après M. Sodjinsi, c'est que « si on se met ensemble, on aura un environnement propre et sain ». Il a fustigé l'incivisme de certaines personnes qui mènent des activités à cet endroit et qui ne prennent pas soin de le rendre propre. Il a ébauché quelques projets en cours de réflexion à la Mairie pour ce Grand carrefour Attikoumé.

Maire de la commune de Golfe 2 et également membre de

DS Com Tiens au Togo, Pasteur Edoh Komi n'a pas hésité à se joindre à la foule des co-membres de cette communauté pour cette opération de salubrité au carrefour Attikoumé. Il a inscrit l'activité « dans le cadre de l'institution par le gouvernement togolais à faire de chaque premier Samedi du mois, une journée ville propre ». Et, a-t-il poursuivi, « la communauté Tiens DS Com s'est prêtée à cet

exercice, à travers une mobilisation générale de ses membres pour ce travail titanesque afin de dégager cet endroit très touffu d'herbe, surtout l'espace voisine à la frontière Togo-Ghana, au niveau d'Attikoumé. Car, dit-on, « un corps sain, dans un environnement sain », et c'est ça notre objectif pour prouver que notre communauté est une communauté citoyenne, inclusive. Ici, on peut y voir des jeunes, hommes et femmes, des personnes âgées ».

DS Com Tiens du Togo, convaincue de ce que « le 1er facteur qui fait rentrer l'homme dans les problèmes de santé, c'est l'environnement, c'est ce que nous respirons. Donc pour espérer une parfaite santé, il faut entretenir notre environnement » et soucieuse du bien-être des populations togolaises, s'annonce pour les prochaines éditions des Journées Togo Propre dans la commune de Golfe 2.

T228



mis en œuvre par



AVIS D'APPEL D'OFFRES

SELECTION D'UN CABINET POUR L'ETUDE PORTANT ELABORATION D'UN CADRE DE REFERENCE D'ANALYSE FINANCIERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES DANS L'ESPACE UEMOA

La Directive N°01/2011/CM/UEMOA de la Commission de l'UEMOA a doté les Etats membres du Régime Financier harmonisé des Collectivités territoriales ainsi que de deux annexes constituées par la nomenclature budgétaire harmonisée et le plan comptable harmonisé des Collectivités territoriales. A ce jour, six (6) pays sur huit (8) ont pu transposer la Directive dans leur législation nationale. L'analyse financière des Collectivités territoriales est un enjeu extrêmement important pour l'ensemble des acteurs, aux échelles locale, nationale et régionale. Elle permet d'apprécier les forces et les faiblesses de la situation financière des Collectivité territoriales, d'évaluer leur capacité à faire face à leurs engagements financiers et donner une idée de leurs marges de manœuvre financières. Elle peut orienter la politique nationale et régionale en matière de finances locales.

En collaboration avec la Commission de l'UEMOA et avec la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP) du Mali, le **Projet de Renforcement des Compétences Régionales en matière de Décentralisation en Afrique de l'Ouest, de la Coopération technique allemande et mise en œuvre par la GIZ**, envisage le recrutement d'un cabinet d'étude pour l'élaboration d'un cadre de référence d'analyse financière des collectivités territoriales dans l'espace UEMOA.

L'objectif principal de cette étude est de disposer d'un cadre de référence d'analyse financière rétrospective et prospective des collectivités territoriales.

Les pays concernés par l'étude sont les 08 pays membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Mauritanie.

Le présent avis d'appel est lancé pour recruter un prestataire de services à cet effet.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les structures remplissant les conditions énumérées dans le Dossier d'Appel d'Offres. Les cabinets intéressés peuvent obtenir le dossier d'Appel d'Offres en envoyant une demande à l'adresse BJ_Inquiry@giz.de avec en objet « **Dossier N° 83449192 _ Elaboration d'un cadre de référence d'analyse financière** ». La demande devra contenir le nom, contacts et N° IFU de la structure.

Les offres rédigées en langue française doivent être envoyées en version PDF à l'adresse BJ_Quotation@giz.de avec en objet « **Offre N° 83449192 _ Elaboration d'un cadre de référence d'analyse financière** » au plus tard le **jeudi 16 Novembre 2023 à 17 heures 00 minutes GMT+1 (heure du Bénin).**

L'économie américaine sur une corde tendue

L'Amérique se trouve aujourd'hui au moment le plus critique de son histoire moderne. Elle est menacée d'un effondrement qui, s'il se produit, entraînera la majeure partie du monde dans sa chute.

La dette américaine a désormais, dans un contexte d'inflation élevée, de hausse des taux d'intérêt (la plupart des analystes économiques s'attendent à ce que la banque centrale américaine continue de relever les taux) et d'incertitude économique croissante, dépassé 33 mille milliards de dollars en septembre 2023 et s'élève à 124 % du PIB. Et le déficit du gouvernement général - c'est-à-dire le gouvernement fédéral et les collectivités locales - dépasse 7 % du PIB. Ce niveau d'endettement est plus de trois fois supérieur à celui de 2008 (10 mille milliards de dollars) et 10 fois supérieur à celui de 1990 (3,2 mille milliards de dollars). Les niveaux d'endettement des États-Unis ont considérablement augmenté ces dernières années, en particulier après une augmentation de 50 % des dépenses fédérales entre les exercices 2019 et 2021, selon les données du département du Trésor américain.

Cette dure réalité a conduit la Chambre et le Sénat à adopter, début juin 2023, la législation nécessaire qui relève le plafond des emprunts fédéraux tout en imposant certaines limites aux dépenses.

Ceci, bien sûr, a été fait afin d'éviter une faillite catastrophique du gouvernement, c'est-à-dire le scénario dans lequel le pays déclarerait défaut, incapable de payer ses créanciers et de payer les salaires et les retraites, ce qui aurait évidemment un impact négatif catalytique sur les marchés internationaux, ainsi que dans l'économie américaine et mondiale, compte tenu de l'ampleur de la dette américaine.

L'accord sur la dette permet notamment de suspendre pendant deux ans, jusqu'au 1er janvier 2025, soit la période qui suivra les élections présidentielles extrêmement critiques pour la planète entière de novembre 2024, la limite maximale d'emprunt du public américain (31,4 mille milliards dollars).

Cependant, la plus grande économie du monde s'est retrouvée une fois de plus confrontée à la perspective d'une fermeture du gouvernement. Ainsi, le Congrès a récemment adopté le projet de loi de financement à court terme pour éviter un «shutdown» du gouvernement (c'est-à-dire la faillite des États-Unis) quelques heures seulement avant la date limite et garantit le financement jusqu'au 17 novembre, tout en excluant toute nouvelle aide à l'Ukraine. Une ferme-

ture du gouvernement qui mettrait au chômage des dizaines de milliers d'employés fédéraux sans salaire et suspendrait divers services gouvernementaux commencerait à 00h01 le dimanche 10/1/2023. Une exception serait toutefois le personnel requis pour des fonctions étatiques telles que la défense, les fonctions de police ou d'autres fonctions vitales, qui resterait en service sans rémunération.

Le récent accord de 45 jours visant à maintenir le gouvernement ouvert a fait naître un risque entre octobre et novembre, un point où il pourrait finir par causer davantage de dégâts aux chiffres du PIB du quatrième trimestre. Bloomberg Economics estime que chaque semaine de fermeture réduit d'environ 0,2 point de pourcentage la croissance annuelle du PIB, la plupart mais pas la totalité se rétablissant une fois le gouvernement rouvert.

Dans le même temps, en mars 2023, trois banques aux États-Unis d'Amérique ayant une activité importante dans le domaine de la technologie et des crypto-monnaies se sont effondrées. Il s'agit plus précisément de Silvergate Bank, de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Cela a été suivi par l'effondrement, le rachat et la fermeture d'une autre banque, First Republic Bank, en mai 2023.

Il y a actuellement 725 banques américaines sur la liste des décès de la FDIC. La pression exercée sur le secteur financier par les faillites bancaires reste une menace. La crise bancaire n'est pas un problème de qualité des conditions de crédit, mais est provoquée - désormais - par l'incapacité à financer la dette américaine en constante augmentation.

En outre, de nouvelles menaces menacent de faire dérailler l'économie américaine. La liquidation des actions en septembre a



poussé le rendement des obligations à 10 ans à un sommet de 4,6 % depuis 16 ans. Des coûts d'emprunt plus élevés sur une période plus longue ont déjà fait chuter les marchés boursiers. Ils pourraient également mettre en péril la reprise du secteur immobilier et dissuader les entreprises d'investir.

En outre, de nombreux analystes financiers qualifient la réactivation imminente des prêts étudiants fédéraux, après la fin d'un gel pandémique de trois ans et demi, de choc potentiel pour l'économie. Près de 44 millions d'emprunteurs commenceront à payer en moyenne 393 dollars. Inévitablement, cela signifiera moins de dépenses ailleurs, du moins pour certains ménages.

Par ailleurs, depuis le 15 septembre, le syndicat United Auto Workers est engagé dans une grève historique contre les trois principaux constructeurs automobiles de Détroit: Ford, GM et Stellantis N.V., qui, selon une étude du groupe Anderson, a coûté en une

semaine seulement aux États-Unis économie de plus de 1,6 milliard de dollars.

Dans le même temps, les crises des prix du pétrole ont généralement, tout au long de l'histoire des États-Unis, contribué à déclencher des récessions. En d'autres termes, les crises des prix du pétrole ont été suivies d'une récession. Les prix élevés de l'or noir augmentent les coûts pour un large éventail d'entreprises et pèsent sur les budgets des consommateurs, entraînant une hausse de l'inflation et une baisse

des dépenses de consommation. C'est une recette pour un désastre économique auquel le monde est une fois de plus invité à faire face. Il convient également de noter que les prix du pétrole se sont envolés depuis juin en raison des réductions de production des plus grands producteurs mondiaux de brut (OPEP+, qui comprend la Russie et l'Arabie saoudite). Les prix du pétrole brut Brent, référence internationale, ont augmenté de 28 % depuis leur plus bas du 11 juin de 74 dollars le baril à plus de 95 dollars le baril, pour atteindre 100 dollars le baril.

Mais les événements dans le reste du monde pourraient également entraîner les États-Unis sur une trajectoire descendante. La deuxième économie mondiale, la Chine, est embourbée dans une crise immobilière. Dans la zone euro, les prêts diminuent à un rythme plus rapide qu'au plus bas de la crise de la dette souveraine, signe que la croissance, déjà stagnante, est sur le point de ralentir. En conclusion, je voudrais souligner que l'horizon de l'économie américaine et des marchés devient de plus en plus sombre. Les nuages sombres dans le ciel financier s'épaississent, provoquant naturellement inquiétude et peur, et annonçant que la tempête ne tardera malheureusement pas à arriver.

Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Il a étudié l'économie et a terminé des études supérieures en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français et espagnol et publiés dans des anthologies poétiques, des revues littéraires et des colonnes de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Réseaux sociaux
Facebook: Karderinis Isidoros
Twitter: Isidoros Karderinis
LinkedIn: ISIDOROS KARDERINIS
Gettr: ISIDOROS KARDERINIS

Nécro Habia en deuil !

NECROLOGIE

Les Démocrates sont en deuil. D'après les informations, le président de cette formation politique du Togo, ancien député à l'Assemblée nationale, Nicodème Ayao Habia, a perdu hier Jeudi 05 Octobre 2023, sa mère.

Selon les termes d'un communiqué renseignant de ce deuil qui frappe le leader du parti Les Démocrates et ses copartisans, « nous avons le profond regret de vous annoncer

le décès de notre maman, la mère du président national, Habia Nicodème. Le créateur l'a rappelé à lui ce Jeudi 05 Octobre 2023.

Condolance à la famille biologique du président Nicodème Habia et à toute sa famille politique.

T228

NETTOYAGE DE GRANDES ET MOYENNES SURFACES
NETTOYAGE DE VITRES, VITRINES ET VÉRANDAS
NETTOYAGE DES SURFACES APRÈS SINISTRES
NETTOYAGE EN HAUTEUR
ENTRETIEN ET NETTOYAGE APRÈS CHANTIER
ENTRETIEN DES HABITATIONS COMMUNES
ENTRETIEN DES BUREAUX ET AUTRES LOCAUX
ENTRETIEN QUOTIDIEN ET RÉGULIER
ENTRETIEN MÉDICAL
DÉSINFECTER LES SANITAIRES
PRESTATIONS DE SERVICES

CONCEPT
GABBI
LA PROPRETÉ AU PRÉSENT

92 27 37 45 / 93 54 61 98
gabbiconcept228@gmail.com
NUKAFU, RUE MANDILA

GÉOPOLITIQUE

« L'ACCORD CÉRÉALIER », LES SOMMETS DU CYNISME (suite)

Suite de la page 2
n'est due qu'à l'accumulation des stocks temporaires des céréales ukrainiennes sur leur sol, faute de logistique pour les faire suivre vers les peuples au bord de la famine. Le fait que les céréales entrent sur le territoire de l'Union Européenne non pas sous le statut du transit douanier permettant l'exemption des droits et taxes, mais bien sous le statut d'importation directe permettant la mise en libre circulation et la consommation du produit en UE est mis sous le tapis.

Déjà, sous les restrictions qui ont eu lieu en mai-juin 2022, le président ukrainien, V. Zelensky, connaissant parfaitement la réalité : les exportations de céréales ukrainiennes ne sont nullement prévues pour les pays les plus pauvres, mais, en grande partie, bien pour le marché interne de l'UE - il s'est mis en colère et a qualifié d'« absolument inacceptable » que la Commission européenne se soit pliée aux exigences des cinq pays de l'Europe de l'est et a confirmé que les quatre produits en provenance d'Ukraine : le blé, le maïs, le tournesol et le colza - ne peuvent être ni stockés, ni commercialisés sur le territoire de l'EU, mais doivent uniquement transiter par le territoire des pays en question.

Le cynisme chronique de la classe dirigeante « atlantiste » ne lui permet pas de se soucier de la moindre crédibilité de leurs déclarations aux yeux de la communauté internationale non occidentale qui les observe. Elle est parfaitement informée de la situation et ne prend plus la peine de la cacher. Selon la déclaration du Commissaire européen en charge de l'Agriculture, le Polonais Janusz Wojciechowski, aux membres du Parlement européen lors d'une audition de la commission de l'agriculture, seuls 2-3% des céréales ukrainiennes entrées dans l'UE la quittent vers des pays hors Union, dont l'Afrique. La raison qu'il a évoquée est le coût de transit trop élevé, ce qui rend une telle initiative « économiquement non-viable ». De ce fait, la quasi-intégralité des céréales ukrainiennes reste sur le marché européen.

Aujourd'hui, malgré les menaces de sanctions déclarées par les hauts fonctionnaires européens, ni la Pologne, ni la Hongrie, ni la Slovaquie n'ont l'intention de réouvrir leurs frontières aux céréales ukrainiennes pour leur transit vers les pays hors de l'EU - ce qui, logiquement, devait être une excellente alternative à la suppression par les Russes, le 18 juillet 2023, du couloir maritime sécurisé de la mer Noire. Une telle réouverture de frontières n'aura pas lieu, car ils sont parfaitement au courant : le prétendu « transit » via l'UE vers les populations au bord de la famine n'est qu'une grande supercherie organisée par leur propre camp, mais dont les trois pays en question se sont retrouvés en position de victimes collatérales et en paiement.

Il est à noter, entre domination quantitative ukrainien vis-à-vis des pays de l'est de l'EU, entre autres, pour l'Ukraine entre l'Union Européenne, notamment à des d'ukrainiennes, l'accès au territoire douanier européenne (TDU) l'anéantissement directeur agraire de plus de l'EU. Les déclarations responsables et démagogiques de motivation pour sur Moscou.

Les réserves céréalières En parlant de la famine est important de sou

agricole et les réserves alimentaires mondiales sont tout à fait suffisantes pour assurer aisément son éradication.

Le rôle de la Russie et de l'Ukraine dans le cadre de l'approvisionnement des pays pauvres en denrées alimentaires est devenu de premier plan nullement à cause des quantités qu'ils exportent - ils restent relativement modestes par rapport à la production mondiale globale - mais bien à cause de la politique égocentrique des puissances économiques, notamment en matière de gestion de leurs stocks céréalières.

La plupart des stocks mondiaux de céréales sont détenus par des grands groupes privés, comme déjà mentionné, ce qui leur permet d'orchestrer des bulles spéculatives sur les marchés mondiaux : les blocages des stocks créent des pénuries artificielles qui font remonter les cours. L'effet qui est, financièrement, très productif, surtout jumelé à des entraves artificielles à la souveraineté alimentaire mises en place par ses mêmes monopoles contre tant de pays.

Toutefois, en dehors des stocks céréalières « privés », il existe également toute une gamme de stocks gérés par les pouvoirs publics et dont un grand nombre d'état en dispose :

« les stocks stratégiques » qui font partie du système de défense nationale et, souvent, sont couverts par le secret-défense ;
« les stocks de réserve » qui rééquilibrent les ratios consommation/disponibilité lors des chutes de la production et/ou des importations ;

« les stocks régulateurs » qui encadrent les variations des prix et « les stocks d'intervention » constitués des rachats par l'état de céréales à un prix minimum garanti auprès des producteurs locaux, afin de protéger leurs revenus contre les baisses des prix du marché.

En cas d'une crise alimentaire majeure dans les pays les plus vulnérables, le partage partiel des stocks disponibles dans les pays développés et en voie de développement n'est qu'une question de volonté politique.

Il est parfaitement compréhensible que peu de pays soient en mesure d'ouvrir leurs réserves de céréales d'une manière unilatérale pour contrer les famines dans des pays tiers - le partage des stocks céréalières nationaux reste une solution extrême. Toutefois, ce qui est difficilement réalisable pour un état en particulier - tout à fait faisable au sein d'une action conjointe participative à la résolution de crise des pays-membres de l'ONU, surtout ceux aux revenus supérieurs. Et ceci est sans aucun sacrifice réel vis-à-vis du bien-être des populations des pays participant à l'effort humanitaire, vu les quantités considérables de stocks céréalières à leurs disposition et l'apport nécessaire proportionnellement négligeable, car partagé par l'ensemble d'une telle coalition.

Certes, il existe également ce qu'on appelle « les stocks d'urgence » constitués au niveau national et international pour répondre, justement, à des situations de crise alimentaire de diverses natures dans le cadre d'actions humanitaires. Néanmoins, la pratique démontre que de telles initiatives ne sont nullement suffisantes en termes de quantités. De même, notamment, pour la réserve alimentaire régionale d'Afrique de l'Ouest qui a été créée en tant que complément sécuritaire à des stocks dit de proximité et des stocks nationaux de sécurité alimentaire : elle est insuffisante.

Cela étant, pas un seul sur les dizaines de responsables politiques des pays occidentaux, officiellement tant soucieux du sort des peuples africains en danger de famine, n'a jamais prononcé un seul mot dans le sens du sacrifice d'une infime partie des réserves nationales des céréales de

chacun des pays du bloc Occidental en le destinant à l'Afrique en cas d'apparition d'un extrême besoin - ce qui est le cas aujourd'hui - afin d'éradiquer le danger d'une nouvelle famine sur le continent. Dès qu'on évoque un hypothétique manque de pain et/ou sa hausse du prix sur les étalages dans les boulangeries du monde occidental, même la mort imminente de faim de dizaines de milliers de personnes dans un monde qui n'est pas le leur, ce n'est pas un argument suffisant aux yeux de la classe dirigeante américano-centrique, car cela ferait un mauvais effet sur leur carrière politique. Non seulement aucune solution n'a été mise en place, ni même soulevée en tant que possibilité, mais c'est l'action qui se situe à l'opposé de celle évoquée qui a été planifiée, mise en place et réalisée, comme précédemment détaillé : sous couvert des accords humanitaires sur les exportations des céréales ukrainiennes vers les pays les plus pauvres, les hauts responsables européens ont organisé d'une manière la plus cynique le « détournement » des exportations des céréales ukrainiennes vers l'Union Européenne.

Les exportations céréalières russes Malgré les entraves illégales hors du commun mises en place par les « atlantistes » vis-à-vis des exportations des céréales et des engrais russes, afin de créer une pénurie alimentaire auprès des pays pauvres et pouvoir y accuser la Fédération de Russie, cette dernière a réussi en cette année de 2023, de même que l'année précédente, à préserver son statut de leader mondial des exportations de céréales et à poursuivre sa contribution d'une manière significative pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

A elle seule, la Russie assure aujourd'hui près d'un quart des exportations mondiales de blé, soit 46 millions de tonnes rien qu'en 2022/23, contre des 30 millions de tonnes exportés dans la même période par les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la France et l'Ukraine réunis et dont les 3 premiers sont traditionnellement les principaux exportateurs de blé derrière la Russie.

En 2022 la Russie a récolté 157,7 millions de tonnes de céréales, dont 104,2 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2021/22 (1er juillet 2021 - 30 juin 2022), le pays a exporté 38,1 millions de tonnes de céréales, dont 30,7 millions de tonnes de blé. En 2023, selon les prévisions, la récolte des céréales en Russie devrait atteindre 140 millions de tonnes, dont 90 millions de tonnes de blé. Dans l'année agricole 2022/23 (1er juillet 2022 - 30 juin 2023), la Russie a exporté 60 millions de tonnes de céréales. Depuis le début de la nouvelle année agricole, le 1er juillet 2023, en deux mois la Russie a déjà exporté 13 millions de tonnes de céréales.

Parallèlement à des exportations déjà réalisées, la Russie détient des stocks céréalières considérables et ne demande qu'à les ouvrir et en faire bénéficier le marché mondial en volume qui, de fait, fera baisser les prix artificiellement maintenus à la barre haute par les négociants céréalières occidentaux et les décideurs occidentaux qui les cautionnent.

L'Occident collectif américano-centrique accuse la Russie d'utiliser la faim comme arme de guerre. Pourtant, les faits indiquent une réalité tout à fait éloignée de leur propagande : en créant d'une manière délibérée et calculée de considérables entraves à l'exportation des produits agricoles russes, le bloc « atlantique » est bien l'auteur de l'utilisation sans le moindre scrupule de la faim comme arme de guerre contre la Russie. Car, avec 60 millions de tonnes de céréales

exportées dans l'année agricole de 2022/2023, c'est bien la Fédération de Russie qui est le plus grand exportateur de céréales au monde - et nullement l'Ukraine, dont le volume d'exportation est plus modeste.

Pour les pays de l'OTAN, comme ceci est démontré à plusieurs reprises dans l'histoire contemporaine, cela n'a aucune importance si des populations périssent de faim du moment que cela diminue les revenus de l'adversaire qui peuvent, dans le cas présent, contribuer à l'effort de guerre contre leurs intérêts sur le territoire ukrainien. La volonté de causer des dommages à l'économie russe prédomine très largement la volonté discutable de soustraire le continent noir d'une éventuelle nouvelle famine.

En ce qui concerne la Russie, parallèlement à des exportations classiques, en cette année de crise elle a déjà fait envoyer ou enverra dans l'avenir immédiat et d'une manière gracieuse 200 000 tonnes de blé vers la Somalie, la RCA, le Burkina Faso, le Zimbabwe, le Mali et l'Érythrée, ainsi que 166 000 tonnes d'engrais vers le Sri Lanka, le Nigeria, le Kenya, au Zimbabwe et au Malawi.

En outre, un projet est en cours d'élaboration avec la Turquie et le Qatar pour livrer 1 million de tonnes de céréales russes à la Turquie pour y être transformées et envoyées aux pays les plus pauvres non seulement d'une manière absolument gratuite, mais également avec la prise en charge du transport par la Russie.

Une telle initiative n'a nullement lieu « pour plaire » - la Russie n'a guère besoin de cela, car elle dispose déjà d'acquis historiques considérables sur le continent africain et ne les perdrait pas si une telle contribution n'avait pas lieu. L'action initiée n'est qu'une profonde compréhension d'une urgence absolue vis-à-vis des pays-bénéficiaires qui encourent un réel danger de famine et qui ne peuvent s'en soustraire sans une aide extérieure immédiate. Il est regrettable de constater que tant de pays disposant de moyens financiers bien supérieurs à ceux des Russes n'ont aucune intention de suivre l'exemple.

Il est à souligner qu'en prenant en considération les quantités réelles produites et exportées, ce n'est nullement la privation du marché mondial de céréales ukrainiennes, mais bien davantage la privation des céréales et engrais agricoles russes qui est un véritable danger de famine pour les pays les plus démunis. Les sanctions unilatérales illégales contre les entreprises russes engagées dans la production et l'exportation de produits agricoles et d'engrais, le détournement vers les pays occidentaux d'une bonne partie des exportations de céréales ukrainiennes dans le cadre de « l'Accord céréalière » couplé à l'absence de l'idée même du partage d'une infime partie des stocks céréalières occidentaux, afin de compenser le déficit au niveau des exportations russes et ukrainiennes, sont une action parfaitement réfléchie et orchestrée par les administrateurs du « camp du bien » qui sont tout-à-fait conscients de possibles terribles conséquences de leurs initiatives. Les conséquences qui sont, à leurs yeux, visiblement, pas assez d'importance pour être prises en considération. Ce cas de figure permet de ne pas rejeter la supposition grave et, en même temps, parfaitement légitime : le camp « atlantiste » ne verrait pas du mauvais œil si une nouvelle famine qu'ils prédisent si perspicacement se déclençait sur le continent africain et, ainsi, pourrait être incriminée à Moscou dans le cadre de la propagande « céréalière » menée contre les Russes depuis la première partie de 2022.

De même, il faut faire preuve d'une importante myopie analytique pour envisager que le pouvoir actuellement installé à Kiev, étant l'un des acteurs majeurs dans l'affaire en question, n'ait pas été, dès le début, parfaitement au courant des réels objectifs de la mise en place de « l'Initiative céréalière de la mer Noire » et des réels destinataires et bénéficiaires de leurs propres exportations.

Les engrais agricoles En parlant de céréales, il est également important de ne pas passer sous silence le problème des engrais agricoles. Depuis des années nous constatons une pénurie importante de fertilisants sur le marché international. Plusieurs facteurs ont créé cette pénurie, dont les hausses des prix de l'énergie et les restrictions par l'état chinois des exportations d'engrais. Un aspect grave de la conjoncture actuelle du secteur agricole au niveau mondial est à noter : la limitation de l'offre a mené vers l'augmentation des prix des fertilisants qui est sensiblement plus élevée que celle des produits agricoles. Ceci amène les agriculteurs à minimiser l'utilisation d'engrais ce qui mènera, de facto, à la récession de la production agricole mondiale.

Si le manque ponctuel de céréales pour des populations démunies est toujours un danger nutritionnel immédiat et à moyen terme, le manque d'engrais agricoles est une bombe à retardement. Une bombe qui est aussi néfaste, voire davantage, que l'absence des denrées alimentaires. Car, privées de fertilisants, les exploitations agricoles locales sont souvent dans l'incapacité d'avoir un rendement de leurs terrains qui soit suffisant pour ne pas faire tomber les populations internes dans une dépendance quasi-totale des importations alimentaires.

Et c'est bien dans cette conjoncture que les leaders du monde Occidental ont pris la décision d'instaurer de graves entraves aux exportations de fertilisants russes, dont le pays est l'un des principaux exportateurs au monde. De même que pour les céréales, si cette initiative malveillante et néfaste vis-à-vis de l'agriculture des pays pauvres ne prenne pas fin, le pire est encore devant nous.

Postscriptum Les représentants du pouvoir occidental, auteurs des méfaits énumérés dans ces pages, et leurs peuples respectifs, qu'ils sont censés représenter, ne sont nullement un bloc parfaitement uni et homogène vis-à-vis du modèle prédateur qui est le modus operandi classique de l'Occident néolibéral, dissimulé derrière des apparences herbivores.

Les peuples occidentaux sont profondément divisés en trois principaux camps : celui des formats et hypnotisés par la propagande d'état mené avec une grande cadence via l'appareil des mass médias contrôlés par les injections permanentes des fonds publics dans leur fonctionnement, celui des indifférents et celui des révoltés et indignés par la politique carnivore menée en leur nom contre le reste de l'humanité.

Les échecs répétés des derniers temps des élites politiques et leurs justifications de plus en plus maladroites laissent un espoir du renforcement significatif du camp des révoltés, ce qui pourrait mener, à terme, au re-fondement de l'échiquier politique occidental et à l'instauration d'un monde plus juste, dont ce dernier prendra, enfin, part.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)
(Ancien directeur de l'MBA, ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris ; spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne)

DU JAMAIS VU AU TOGO !!!

ESA DISTINGUÉE

PRIX EXCELLENCE DE

LA QUALITÉ CEDEAO

1^{ER} PRIX CATEGORIE B



+228 96 00 02 22

ESA, le Label des diplômes de qualité

96 80 25 64

DU JAMAIS VU AU TOGO !!!

**PAYER VOTRE SCOLARITÉ AVEC
LES PRODUITS AGRICOLES**

MAÏS - HARICOT - IGNAMES



**BTS-LICENCE-MASTER-DOCTORAT
DECOGEF-DESCOGEF**

+228 96 00 02 22

96 80 25 64

98 32 30 62